



La Russie comme puissance eurasiatique : portée et limites des relations entre la Russie et l'Occident

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, Paris, 2006), de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (en collaboration, Institut Thomas More/DAS, ed. Unicom, Paris, 2008) et de *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Choiseul, Paris, 2009).



« La Russie s'est toujours perçue comme un pays eurasiatique. Nous n'avons jamais oublié que l'essentiel du territoire russe se trouve en Asie ».

Vladimir Poutine

Dans la décennie 2000, le « super-cycle » de croissance et l'affolement des marchés énergétiques ont conjugué leurs effets pour nourrir les ambitions des dirigeants russes et leur vision d'une puissance ré-émergente à même de développer une stratégie géopolitique d'envergure continentale dans l'aire post-soviétique, voire mondiale. La « guerre des cinq jours » et l'invasion du territoire géorgien ont traduit en actes le révisionnisme géopolitique des discours officiels. Depuis, la crise économique a levé le voile sur les réalités de la Russie profonde et mis en évidence les reclassements de puissance dans un monde dont les équilibres se déplacent vers l'Asie et les économies émergentes. Le souci d'identifier des intérêts communs à la Russie et aux puissances occidentales a conduit les États-Unis et leurs alliés (OTAN-UE) à pratiquer une politique d'engagement (le « reset » de la diplomatie Obama). Selon certaines

analyses, l'affirmation de la puissance chinoise pourrait mener Russes et Occidentaux à une quasi-alliance. Voire. La relance russo-occidentale a ses limites et elle se heurte aux logiques propres à la « Russie-Eurasie ».

Le « *reset* » et son contexte géopolitique

> Neutraliser le pouvoir de nuisance de la Russie

L'accès au pouvoir de Barack Obama et la mise en place de son administration, en janvier 2009, ont marqué une nette inflexion de la politique américaine dans son rapport à la Russie (le vice-président, Joseph Biden, en avait indiqué les lignes de force lors de la Conférence de Munich, en février 2009). Les diplomaties occidentales se sont alors livrées à un exercice de communication visant moins à décrire la réalité de la Russie (« une oligarchie dirigée par les services secrets » selon Robert Gates, secrétaire à la Défense des États-Unis) qu'à permettre et justifier le dégagement de plages de coopération sur un certain nombre de questions concrètes (négociations nucléaires stratégiques, systèmes antimissiles, Iran, Afghanistan). Nonobstant la présence de Medvedev au dernier sommet de l'OTAN (Lisbonne, 19-20 novembre 2010) et les raccourcis médiatiques, la Russie est en effet un « adversaire-partenaire » qui joue de son pouvoir de blocage et de nuisance pour tenter de se hisser au-dessus de son statut de « puissance seconde ». Inversement, les Occidentaux cherchent à neutraliser ce mode négatif de pouvoir et ouvrir des espaces de coopération afin de se concentrer sur les tâches stratégiques essentielles (lutte contre la prolifération nucléaire, guerres en Afghanistan et sur d'autres fronts).

> Des coopérations stratégiques de portée limitée

De fait, les lignes ont bougé sur le nucléaire stratégique (traité START-3, le 8 avril 2010) (1), l'Iran (nouvelle résolution du Conseil de sécurité, votée le 9 juin 2010) ou encore l'Afghanistan (accord sur le principe d'une aide russe accrue à l'Armée nationale afghane et ouverture d'une « route nord » pour la logistique de l'OTAN). Il ne faudrait pourtant pas surestimer la portée de ces mouvements réciproques et il sera difficile de développer une coopération d'ensemble, dans l'espace Vancouver à Vladivostok. Sur les antimissiles et la coopération OTAN-Russie, rien n'est acquis. Les dirigeants russes entendent se faire reconnaître une forme de sphère d'influence en Europe médiane, avec droit de regard sur les politiques étrangères et de défense des pays concernés, perspective exclue par les Occidentaux (2). Alors que Moscou cherche à marginaliser les instances euro-atlantiques en développant un réseau de relations bilatérales, les Occidentaux s'emploient à renouveler l'Alliance atlantique, espace de manœuvre et de réassurance nécessaire pour que l'Europe ne soit pas transformée en une « péninsule eurasiatique ». Réuni à Astana, les 1 et 2 décembre 2010, le dernier sommet de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a confirmé ces divergences entre Russes et Occidentaux. Elles portent sur le fond des choses.

> Le retour de la Russie sur ses marges occidentales

Dans l'hinterland eurasiatique de l'Europe, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 a modifié les équilibres et perspectives. Il est vrai que l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) et l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) n'ont pas suivi Moscou dans la reconnaissance des entités sécessionnistes géorgiennes (Abkhazie et Ossétie du Sud), ce qui a mis en évidence les limites de l'influence diplomatique russe jusque dans l'« étranger proche ». Pourtant, la poussée militaire russe dans le Sud-Caucase et la mise en action d'un jeu d'incitations positives (accords énergétiques, exportations de capitaux, clientélisme) et négatives (menaces, manœuvres de déstabilisation, embargos) ont produit leurs effets en Ukraine où, une fois passé l'optimisme de commande en guise de réponse à l'arrivée au pouvoir de Viktor Ianoukovitch (3), les diplomaties européennes ont été surprises par la rapidité du rapprochement entre Kiev et Moscou (prolongation du bail de la base navale de Sébastopol jusqu'en 2042) et elles restent excessivement prudentes face à de multiples

signes inquiétants dans le domaine des libertés fondamentales (pression sur l'information, menaces sur l'opposition et ses chefs, retour des agents russes en Crimée, etc.). Quant à la Biélorussie, la personnalité d'Alexandre Loukachenko et les modes de fonctionnement de ce régime l'amènent naturellement à se réorienter vers la Russie, le jeu oscillatoire entre Bruxelles et Moscou ne visant qu'à accroître la marge d'action du pouvoir biélorusse (4).

Une « Russie-Eurasie » distincte de l'Occident

> Le « système russe » : un autoritarisme patrimonial

Dans les années 1990, la dislocation de la « Russie-Soviétique » et l'élargissement des instances euro-atlantiques à l'Europe centrale et orientale ont fait craindre en Russie un basculement géopolitique vers les profondeurs eurasiatiques. De fait, les involutions politiques observables depuis les années 2000 ne confirment pas l'émergence d'un « nouvel Occident » et, à bien des égards, le « système russe » se rapproche plus des régimes en vigueur dans la majeure partie de l'aire post-soviétique que des régimes constitutionnels-pluralistes occidentaux. L'affaire Khodorkovski et le nihilisme juridique dont elle témoigne soulignent la chose. Il s'agit là d'une forme d'autoritarisme fondé sur des relations de type patron-client, le contrôle de la rente, une combinaison d'ouverture sélective à l'économie mondiale (exportation de produits de base, importation de produits de consommation) et de verrouillage politique interne. Appréhendé selon les catégories de la science politique, le « système russe » relève de l'autoritarisme patrimonial, un concept développé dans le sillage des travaux de Max Weber sur le patrimonialisme (5). L'erreur serait de penser que la nature du régime politique n'a pas de retombées sur la politique extérieure d'un État. Récemment, un collectif de personnalités françaises le rappelait : « Des partenariats stables et fiables avec la Russie ne peuvent exister que lorsque nos valeurs fondamentales communes sont partagées et appliquées : là où les droits de l'homme sont protégés, les droits de propriété sont garantis et la justice l'emporte sur la corruption ». (6).

> L'hypothétique grand conflit russo-chinois

Selon un scénario devenu un classique du genre, le ressentiment chinois suscité par le souvenir des « traités inégaux », les immenses déséquilibres démographiques de part et d'autre des frontières, la « soif » de produits de base de l'économie chinoise ainsi que le renversement de l'équation géopolitique sino-russe pourraient conjuguer leurs effets pour provoquer de futures crises, voire un conflit de grande ampleur entre Russes et Chinois. Cette représentation de l'avenir est maniée tant à Moscou que dans les capitales occidentales pour justifier une politique de rapprochement réciproque. Bien qu'il ne faille pas négliger les contrecoups sur le moyen-long terme de la montée en puissance chinoise, les relations entre Pékin et Moscou ne vont pas dans le sens d'un « grand conflit ». Liés par un « partenariat stratégique » depuis 1996, ces deux pays ont approfondi leurs relations, en bilatéral et dans le cadre de l'OCS. Les différends frontaliers ont été très largement réglés (le traité de 2004 met fin aux revendications réciproques), et la coopération énergétique a débouché sur des projets de « tubes » depuis la Sibirie orientale vers le nord de la Chine (7). Il est certainement hâtif de voir en la Russie une « puissance euro-pacifique » mais les confins russo-chinois pourraient voir se développer des logiques géoéconomiques de coopération fondées sur des intérêts partagés, logiques qui dissiperaient le spectre du « péril jaune » (8).

> Un conglomérat eurasiatique de régimes patrimoniaux

En fait, les rivalités sino-russes sont moins fortes en Extrême-Orient qu'en Asie centrale où l'expansion des intérêts énergétiques et commerciaux chinois (9) devrait bien plus inquiéter Moscou que le libre accès des Occidentaux au bassin de la Caspienne (voir le projet de gazoduc *Nabucco*). Les hésitations russes lors des pogroms du Sud-Kirghizstan, en juin 2010, ne doivent pas dissimuler le fait que la Russie s'est largement réinvestie dans ce « milieu des empires » depuis le milieu des années 2000,

suite aux « révolutions de couleur ». Plus largement, l'idée centrale de la politique russe est de rassembler tout ou partie des pays de la CEI (Communauté des États indépendants) dans des formats plus cohérents tels que l'OTSC sur le plan politico-militaire ou encore la Communauté économique eurasiatique. Nombre de ces pays ont en commun le passé soviétique et ses rémanences, des économies souvent fondées sur les ressources naturelles et des régimes patrimoniaux dont les dirigeants font prévaloir leur solidarité réciproque sur les besoins d'ouverture et de modernisation. C'est à travers des modalités plus ou moins lâches de contrôle de l'« étranger proche » et en se plaçant à l'intersection de l'OSCE et de l'OCS que les dirigeants russes prétendent renouveler les bases de leur puissance. La manœuvre va donc bien au-delà d'un simple rééquilibrage du poids des États-Unis et de leurs alliés dans l'Ancien Monde, conduit dans la perspective d'une association de la Russie, sur des bases optimales, au système géopolitique euro-atlantique.

Éléments de conclusion et perspectives géopolitiques

Les prolongements des débats littéraires et philosophiques entre Slavophiles et Occidentalistes, débats réactualisés par le courant idéologique eurasiste, ont artificiellement réduit l'avenir géopolitique de la Russie à une simple alternative entre l'Occident et l'Orient. En fait, la Russie est un immense ensemble eurasiatique qui rassemble les terres en deçà de l'Oural, certes, mais aussi un Orient islamique et une lointaine Asie. Le déplacement des équilibres de puissance vers l'Asie-Pacifique et le développement de nouvelles opportunités économiques et diplomatiques dans ce « Grand Est » devraient conduire les dirigeants russes à assumer plus encore la nature eurasiatique de leur État-continent.

Il faut cependant prendre la mesure des défis pour ce pays toujours confronté aux dilemmes de la « puissance pauvre » et aux blocages de son système politique, nonobstant l'éloge convenu de la « verticale de pouvoir » mise en place dans les années 2000 et du « vertuisme » (10) de ses dirigeants. Nous ne songeons pas seulement aux conséquences de la corruption, de la « malédiction des matières premières » ou encore, à moyen et long terme, du krach démographique russe ; les dérives du Nord-Caucase et l'effacement de la présence ethnique russe dans cet « étranger intérieur » sont susceptibles d'avoir des contrecoups sur d'autres territoires de la fédération (les entités musulmanes du sud de l'Oural et de la Volga par exemple).

C'est donc sans complaisance aucune, en tenant compte de la nature eurasiatique de la Russie, que les puissances occidentales se doivent de mener une politique d'engagement active aux objectifs bien circonscrits, préservant les intérêts de sécurité des alliés et partenaires centre et est-européens. Cet engagement actif doit être contrebalancé par une politique d'ouverture résolue à des pays ayant amorcé ou conduit un retournement de leur politique d'ensemble (la Géorgie en est l'archétype), sans préjuger de l'issue finale en Ukraine, ou encore en Moldavie, où les processus sont contradictoires.

S'il faut enfin conserver à l'esprit la possibilité d'un bouleversement géopolitique qui renouvellerait en profondeur le rapport de la Russie à l'Occident, d'autres scénarios doivent être anticipés. Songeons simplement à la possibilité d'une contestation politique au « centre » même de la Russie (une sorte de « révolution orange » à retard) qui viendrait révéler les limites d'un pouvoir dont la force apparente repose sur l'indifférence d'une population russe privilégiant la sphère personnelle, apparence relayée par les « éléments de langage » des diplomates occidentales. La morale comme la praxis requièrent donc un langage de vérité.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

(1) Le traité START-3 prévoit la réduction des arsenaux nucléaires stratégiques russes et américains à 1550 ogives (une réduction de 30%) et 750 vecteurs de part et d'autre.

(2) Lors du COR (Conseil OTAN-Russie) organisé à Lisbonne, Medvedev a simplement accepté le lancement d'une « analyse commune » qui « permettra de prendre des décisions ». Moscou revendique une « part égale » dans le projet et aurait proposé un découpage de l'aire Vancouver-Vladivostok en zones de responsabilité pour l'interception de missiles balistiques ennemis, ce qui reviendrait à entériner la volonté russe de faire reconnaître une sphère exclusive d'intérêts en Europe centrale et orientale. Une coopération entre l'OTAN et la Russie serait probablement limitée à l'alerte avancée, au partage de l'information et à un ensemble de mesures de sécurité et de confiance.

(3) Viktor Ianoukovitch a été élu à la présidence ukrainienne le 7 février 2010, avec en toile de fond une déception de beaucoup d'Ukrainiens suite aux déchirements des *leaders* de la « révolution orange », ainsi qu'aux atermoiements des Européens quant à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE et, dans une moindre mesure, à l'obtention du statut de candidat à l'OTAN.

(4) Le 19 décembre 2010, Loukachenko a été élu pour la quatrième fois à la présidence de la Biélorussie avec un score à la soviétique dénoncé par les instances adéquates de l'OSCE ; cinq de ses compétiteurs ont été emprisonnés. Malgré des conflits récurrents avec les dirigeants russes, il avait au préalable signé un accord portant sur la création d'un espace économique commun avec Moscou et Astana (9 décembre 2010), la Russie renonçant à lui imposer des droits pétroliers à l'exportation (la Biélorussie importe du pétrole russe à un prix préférentiel et le réexporte au prix du marché).

(5) Le « néo-patrimonialisme » tel qu'il est défini dans l'analyse comparative des systèmes politiques est considéré comme caractéristique des pays en développement.

(6) Collectif composé d'André Glucksmann, Bernard Kouchner, Noëlle Lenoir, Hervé Mariton, Hubert Védrine et Galia Ackerman, « La Russie, pays de droit ? Lettre à M. Medvedev », *Le Monde*, 15 décembre 2010.

(7) Le 27 septembre 2010 a été inauguré l'oléoduc Skorovodino-Daqing (1013 km) - une dérivation de l'oléoduc Sibérie orientale-océan Pacifique -, ce qui marque un tournant de la politique énergétique russe, ouvre des perspectives pour la construction de gazoducs vers la Chine et contribue au désenclavement de l'Extrême-Orient russe.

(8) On notera par ailleurs que les dirigeants russes exploitent sans vergogne les rivalités sino-japonaises en mer de Chine méridionale, autour des îles Senkaku, pour renforcer leur posture géopolitique dans le conflit territorial russo-japonais sur les Kouriles (visite de Medvedev, le 1^{er} novembre 2010).

(9) Cf. Jean-Sylvestre Mongrenier, *Du Turkménistan au Sin-Kiang : axes énergétiques et reconfigurations géopolitiques de l'ancien Turkestan*, Institut Thomas More, 5 janvier 2010.

(10) Le néologisme est emprunté au sociologue italien Vilfredo Pareto. Cf. son *Traité de sociologie générale*, publié en 1916.

Programme de recherche



Avec le soutien de

Délégation aux affaires stratégiques



Contact

info@institut-thomas-more.org

Tel +33 (0)1 49 49 03 30 – Fax +33 (0)1 49 49 03 33